

Le contre-choc pétrolier de 2014-2016 n'a pas dopé la croissance

La Banque mondiale tire les leçons de la brutale chute des cours

A lors que les cours de l'or noir sont en pleine remontée, le chapitre du contre-choc pétrolier de 2014-2016 semble bien refermé. L'occasion de regarder dans le rétroviseur pour en tirer les leçons. C'est ce qu'entreprend la Banque mondiale dans son dernier rapport sur l'économie planétaire, publié mardi 9 janvier.

Un constat se dégage : cette brutale chute des cours, « l'une des plus importantes de l'histoire récente », note le rapport, « n'a pas fourni le stimulus attendu à la croissance mondiale et a constitué une occasion manquée pour les réformes dans un certain nombre de pays ». Les causes de la baisse des prix sont bien identifiées. Résultat d'une offre surabondante sur fond de faible demande mondiale, la dégringolade des cours – plus de 70 % en deux ans – a mis un terme à une période de prix historiquement élevés débutée en 2003.

Plus déconcertant est le bilan en termes d'impact pour l'économie mondiale. Un pétrole bon marché aurait dû avoir un effet dopant sur la croissance. Le transfert massif de revenus des pays exportateurs vers les importateurs est traditionnellement favorable à la demande mondiale, les premiers

ayant une tendance moindre à consommer.

En 2014, de premières estimations suggéraient qu'une chute des cours de 50 % pourrait rehausser de 0,8 % le produit intérieur brut (PIB) mondial à moyen terme. Pourtant, rien de tel ne s'est produit. « La croissance mondiale s'est modérée de 2,8 % en 2014 et 2015, à un plus bas depuis la crise de 2,4 %, en 2016 », rappelle le rapport.

Tensions déflationnistes

Les explications sont multiples. Aux États-Unis, les gains en termes de consommation ont été contrebalancés par une chute des investissements d'une ampleur inattendue dans le secteur de l'énergie. L'effondrement des cours a aussi alimenté les tensions déflationnistes dans les pays avancés. Et compliqué la tâche des banques centrales qui ne disposaient plus de marges pour baisser leurs taux d'intérêt, ceux-ci ayant déjà été ramenés au plancher.

En Chine, deuxième importateur mondial, l'impact a été limité, notamment parce que le géant asiatique dépend bien plus largement du charbon dans son mix énergétique (65 %). Globalement, chez les émergents importateurs, la baisse des prix s'est peu diffusée

aux ménages. Elle a de fait souvent été utilisée pour diminuer, voire éliminer, les subventions au carburant, comme en Inde, en Egypte ou au Maroc. « Cela a parfois permis une désinflation et une amélioration des comptes publics, en Inde par exemple », souligne Franziska Ohnsorge, l'auteure principale du rapport. Si ce n'est pas sur la croissance, la chute des cours a tout de même eu de nombreux effets. »

Dans les pays exportateurs, le choc a été plus massif que prévu. Au point de peser sur la conjoncture mondiale malgré la taille modeste de ces économies. Plus de 70 % d'entre elles ont vu leur croissance ralentir. La consommation et l'investissement public se sont souvent effondrés, comme en Russie, au Nigeria, en Angola ou au Venezuela. Les comptes publics se sont dégradés et le niveau des réserves de change a fondu.

Les pays les plus riches ont pu s'appuyer sur leur confortable matelas de devises ou leurs fonds souverains. Ils n'en ont pas moins donné un net coup de frein sur les dépenses publiques et adopté, pour la plupart, des programmes d'ajustement budgétaire. Rabotant leurs généreux programmes de subventions au carburant. Certains, comme l'Arabie saoudite, ont mis sur pied de nouvelles stratégies de diversification.

« Un peu a été fait mais il reste beaucoup de chemin », estime M^{me} Ohnsorge, alors que l'ère du baril à 100 dollars, selon la Banque mondiale, semble bien révolue. « Cela nécessite pour les pays exportateurs d'accélérer les réformes structurelles afin d'augmenter leurs sources de revenus, accroître leur base fiscale et diversifier leur économie. » ■

MARIE DE VERGÈS

Prévisions de croissance à la hausse

Dans ses prévisions publiées mardi 9 janvier, la Banque mondiale salue une « reprise généralisée » de l'activité planétaire, soutenue par « un rebond de l'investissement et du commerce, sur fond de conditions financières favorables ». Après 3 % en 2017, l'économie devrait progresser de 3,1 % en 2018 et 3 % en 2019, selon l'institution qui a révisé à la hausse ses projections de juin 2017 (respectivement + 0,3, + 0,2 et + 0,1 point de pourcentage). « Cela peut-il durer ? », s'interroge la Banque, alertant sur les risques qui demeurent : protectionnisme, stress financier, tensions géopolitiques et, à plus long terme, trop faible croissance de la productivité.